

TANT DE GENS AU COURANT, SI PEU DE RESPONSABLES INFORMÉS

Qui savait quoi ?

Officiellement, avant les aveux de Cahuzac, ni l'Élysée, ni Bercy, ni la Place-Beauvau, ni les dirigeants de l'opposition ne disposaient d'éléments prouvant l'existence du compte secret. Faut-il le croire ?

Surtout, ne doutez jamais de moi », a chuchoté Jérôme Cahuzac en embrassant ses collaborateurs, émus aux larmes, le jour où il quittait Bercy. Depuis, l'ex-ministre est passé aux aveux. Et tous se disent « sidérés ». Ses proches, ses amis de gauche et de droite, ses collègues du gouvernement, chargés de la bonne administration des impôts ou de la police, le chef de l'État qui avait promis de choisir une équipe à la hauteur de sa « République exemplaire », l'opposition qui s'est tue pendant quatre mois... Comment les croire ? Si le mensonge de Cahuzac est si ravageur, c'est parce qu'il recèle un haut pouvoir de contamination. Aujourd'hui, tout le monde « doute » de tout et de tous.

D'abord, revenir aux faits, établis par la justice qui semble être la seule à ne pas avoir failli dans cette histoire : l'ancien ministre avait au moins un compte à l'étranger, ouvert en 1992 à l'agence UBS de Genève, puis hébergé, toujours dans la même banque, via une société financière, Reyl & Cie. Ce n'est qu'en 2009 que l'argent noir de Cahuzac (600 000 euros, selon l'intéressé) a quitté les coffres de l'UBS pour être transféré dans la filiale d'un autre établissement helvétique, Julius Baer, à Singapour. L'argent « provenait pour l'essentiel de ses activités de chirurgien », a assuré Jean Veil, l'avocat du « repent ». Depuis, plusieurs témoins, toujours anonymes, ont raconté dans la presse que le spécialiste des implants capillaires ne rechignait jamais à être payé en liquide. Nombre de VIP à la fière chevelure connaissaient sans doute les pratiques illicites de celui qui se vantait d'avoir « greffé » la « moitié de l'Assemblée nationale ».



Me Veil a aussi indiqué qu'il fallait chercher « accessoirement » du côté de la société créée en 1993 par son client pour conseiller les laboratoires pharmaceutiques. Rien n'empêche pourtant les juges de remonter aux années précédentes, quand Jérôme Cahuzac était conseiller de Claude Evin, ministre de la Santé du gouvernement Rocard (voir encadré). A cette époque, il faisait l'interface avec l'industrie du médicament, et la rumeur courait déjà de paiements occultes en échange d'avantageux taux de remboursement par la Sécurité

On a été le plus loin possible.

PIERRE MOSCOVICI

»

rité sociale ou de suspectes autorisations de mise sur le marché. Et Jérôme Cahuzac avait subi, en vain apparemment, un contrôle fiscal. Il était persuadé que « le coup venait de Michel Charasse », alors ministre du Budget : ce mitterrandiste acharné aurait soupçonné les proches de Michel Rocard, dont le très fidèle Claude Evin, d'avoir constitué un trésor de guerre pour leur champion, en vue de la présidentielle de 1995.

Financement politique ? Après ses années rocardiennes, Jérôme Cahuzac s'est mis dans la roue de Lionel

VINCENT NGUYEN-TRIVA/PRESS

PIERRE GUILLAUD/AFP

Jospin, puis de Dominique Strauss-Kahn, avant de rejoindre in extremis François Hollande pendant la campagne de 2012. De là à imaginer que le présumé butin amassé sous Evin ait migré vers d'autres écuries présidentielles... Selon la Radio Télévision suisse, le magot encore planqué à Genève en 2009 aurait pu atteindre 15 millions d'euros ! Un montant également avancé par Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart, qui assure avoir multiplié sources et recoupements. Les avocats de Cahuzac crient à l'absurdité. Leur client, soulignent-ils, a décidé de coopérer, il sait que juges et enquêteurs sont sur les dents, qu'ils éplucheront chaque relevé bancaire qu'ils trouveront. A moins qu'un autre compte, encore caché, n'existe quelque part...

L'hypothèse d'un financement politique vient évidemment nourrir toutes les supputations sur la manière dont le pouvoir a géré la crise, pendant quatre mois. L'Élysée et Matignon se sont abrités derrière un document demandé par Pierre Moscovici à la Suisse, indiquant que Jérôme Cahuzac n'avait pas eu de compte à l'UBS entre 2006 et 2010. Pourquoi le ministre des Finances, lui aussi ancien strauss-kahnien, a-t-il pris cette initiative, alors que le parquet de Paris était déjà saisi ? Nombre de magistrats y ont vu une tentative de calmer les ardeurs de la justice (voir « le Nouvel Observateur » du 14 février). Le cabinet de Moscovici jure aujourd'hui que cette demande d'entraide administrative avait été décidée début janvier, avant l'ouverture de l'enquête préliminaire. « Mais il a fallu prendre contact avec les Suisses, s'assurer qu'ils accepteraient de nous répondre. Ce qui nous a amenés jusqu'au 23 janvier. » Beaucoup de temps pour finalement ne pas poser les bonnes questions, pointe Gilles Carrez, président (UMP) de la commission des Finances. Pourquoi s'arrêter à 2006 ? Pourquoi ne mentionner que la seule banque UBS, et pas Reyl & Cie, que Mediapart avait pourtant évoqué dès le 10 décembre, comme si tout devait être balisé pour obtenir une réponse adéquate ? « On a été le plus loin possible », plaide Moscovici.

« Je me suis gardé de toute intrusion », affirme presque en écho Manuel Valls, proche de ●●●

« Je me suis gardé de toute intrusion. »

MANUEL VALLS

»

Claude Evin (à g.), ministre de la Santé, et **Jérôme Cahuzac** (à dr.), alors membre de son cabinet, lors d'une réunion autour de la lutte contre le sida, le 18 novembre 1988



L'argent des labos

De 1988 à 1991, Jérôme Cahuzac, conseiller du ministre de la Santé, Claude Evin, s'occupait, entre autres, de l'industrie pharmaceutique. A cette époque, pas d'Agence du Médicament (créée en 1993) pour contrôler les autorisations de mise sur le marché ni de « comité économique » (instauré en 1995) pour fixer les prix. Tout, y compris les taux de remboursement par la Sécurité sociale, peut être décidé en dernier ressort par le ministre, qui a la haute main sur les discussions avec les industriels. « Jérôme Cahuzac suivait ces négociations pour mon compte », expliquait Claude Evin, au « Nouvel Observateur », avant la démission du ministre du Budget et sa mise en examen pour « blanchiment de perception par un membre d'une profession médicale d'avantages procurés par une entreprise dont les services ou les produits sont pris en charge par la Sécurité sociale ». « C'était une période faste, confie l'un des anciens interlocuteurs du conseiller Cahuzac. L'industrie pharmaceutique française avait le vent en poupe, elle créait des emplois. Sous la gauche comme sous la droite, nous n'avions pas à nous plaindre. » Jérôme Cahuzac, un « Torquemada » de l'hydre pharmaceutique, a-t-on pourtant souvent entendu. En réalité, cette réputation lui vient plus de son action pour encadrer les tarifs des laboratoires d'analyses que de son intransigeance envers les fabricants de médicaments. Ainsi, en 1989, le Maxepa, une potion mise au point par le groupe Pierre Fabre, bénéficia, grâce aux consignes de Cahuzac signées au nom d'Evin, d'un très avantageux prix de vente, au détriment de la Sécu. Parce que

Pierre Fabre, comme le racontera plus tard « le Canard » (1), aurait promis de construire une usine sur les terres du ministre, en Loire-Atlantique ? « Le Maxepa était fabriqué à partir d'œufs de poissons, explique aujourd'hui Claude Evin, et comme ma circonscription était en bord de mer... Mais Fabre n'a jamais donné suite à son engagement. »

Les labos, en tout cas, vont s'arracher l'ancien collaborateur du ministre. Au sortir du cabinet, Jérôme Cahuzac est immédiatement sollicité par les industriels avides de « conseils ». « Il connaissait les procédures, il pouvait les aider sur la manière de présenter un dossier devant le comité économique qui fixait les prix. Je ne vois pas ce qu'on peut lui reprocher », estime Claude Evin. Dès sa première année, Cahuzac Conseil, fondée en 1993, affiche un chiffre d'affaires de plus de 385 000 euros. L'un de ses apporteurs d'affaires est, comme l'a révélé Mediapart, Daniel Vial (aujourd'hui conseiller du PDG de Sanofi), incontournable lobbyiste de la place, organisateur des universités d'été de « Pharmaceutiques » à Lourmarin, ou de dîners mondains qui ont vu défiler la fine fleur des labos et la plupart des politiques chargés de la santé, de Roselyne Bachelot à Xavier Bertrand en passant par Gérard Bapt, Bernard Kouchner ou Philippe Douste-Blazy. « J'ai connu Jérôme Cahuzac au ministère, expliquait Daniel Vial avant la chute de son ami. Quand il en est parti, il n'avait plus de boulot, il faisait peine à voir. Je lui ai donné quelques dossiers. Le consulting, c'est très noble. » M.-F.E.

(1) « Le Canard enchaîné » du 25 novembre 1998.

●●● certains réseaux de DSK, et donc de Cahuzac. A ceux qui lui reprochent cet étrange excès de vertu, il répond qu'il a « laissé travailler la justice ». Quid alors de la note de police qui, selon « le Canard Enchaîné », aurait identifié Cahuzac sur l'enregistrement dès Noël 2012, et qu'il se serait empressé de porter à François Hollande? « Cette note n'existe pas! Ce n'est d'ailleurs que le 16 janvier que Michel Gonelle a remis sa bande aux enquêteurs, celle diffusée par Mediapart était de trop mauvaise qualité pour être correctement analysée. » Les experts d'Ecully se sont mis à l'ouvrage le 21 janvier, explique encore Valls: la voix de l'enregistrement a été

comparée avec des archives de l'INA, plusieurs méthodes d'analyse et un logiciel spécialisé ont été utilisés. « Dix jours avant le résultat définitif, poursuit le ministre, j'ai eu vent de certaines probabilités, sans rien de concluant, il fallait d'autres expertises, qui se sont achevées le 18 mars avec le dénouement que l'on sait. » Pure imagination aussi, à l'entendre, ce rapport de la DCRI (Direction centrale du Renseignement intérieur) qui aurait signalé à ses prédécesseurs de la Place-Beauvau l'évasion fiscale du dénommé Cahuzac.

Comment cette information explosive a-t-elle pu échapper aux autorités de l'Etat? Michel Gonelle,

Je sais que ce compte a fait l'objet d'un signalement de la part d'un officier de la douane judiciaire.
MICHEL GONELLE

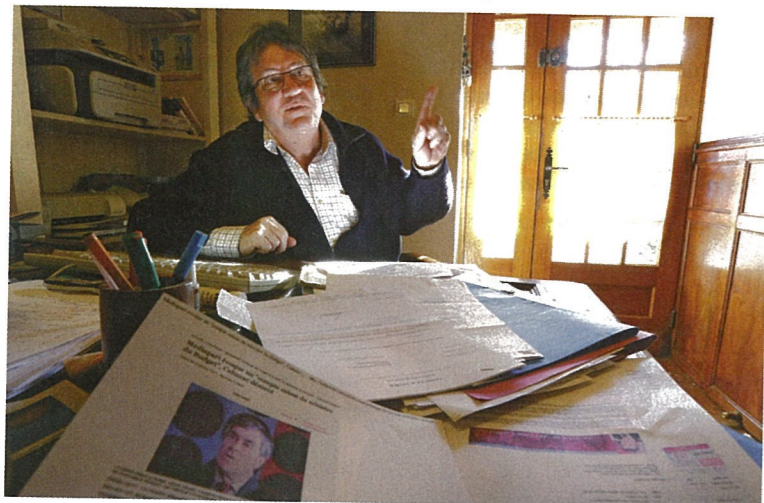


L'inspecteur qui criait dans le désert

Qui a lu la prose de Rémy Garnier? Dès 2008, cet inspecteur des impôts agenais, aujourd'hui à la retraite, a envoyé à ses supérieurs un mémoire évoquant en toutes lettres le compte suisse de Jérôme Cahuzac. A cette époque, l'agent ferrailait déjà depuis des années contre sa hiérarchie qui l'avait sanctionné pour « manquement à ses obligations de fonctionnaire ». On lui reprochait, entre autres choses, d'avoir consulté « à des fins personnelles » le dossier fiscal d'un certain Cahuzac. Le 11 juin 2008, donc, pour se justifier, l'inspecteur Garnier fait parvenir à sa direction régionale un rapport destiné à « monsieur le ministre du Budget », en l'occurrence Eric Woerth. La note est touffue. C'est seulement à la page 9, après le récit extrêmement détaillé du « harcèlement moral » qui l'a plongé dans un « état dépressif majeur », que Rémy Garnier expose en quelques paragraphes ses soupçons sur Jérôme Cahuzac: acquisition d'un appartement avec des fonds « d'origine douteuse », emploi d'« une salariée d'origine philippine sans papiers » et « compte en Suisse » ouvert « alors qu'il exerce ses activités au cabinet de Claude Evin » et que « les profits considérables de

certains laboratoires dépendaient de ses décisions ». « J'ai ouï-dire, glisse aussi l'agent vérificateur, qu'il possède une villa à Marrakech et une résidence à La Baule [ce qu'a démenti le ministre avant sa démission, NDLR] ». Les « constatations effectuées » ne permettant pas « de valider ni d'infirmer ces renseignements », il préconise un « examen approfondi ».

Eric Woerth mais aussi ses successeurs François Baroin et Valérie Pécresse affirment n'avoir jamais reçu ce mémoire, qui serait resté bloqué à l'échelon régional. Au cours de son interminable procédure, l'inspecteur assisté par l'avocat Michel Gonelle (le détenteur du fameux enregistrement) a pourtant aussi écrit directement à chacun de ces ministres, sans toutefois jamais mentionner Jérôme Cahuzac. Le style pamphlétaire de l'auteur a-t-il condamné toutes ces missives à la poubelle? « Vous ne pouvez ignorer les "Pieds nickelés" qui sévissent, dans votre propre maison, broyant l'innocente victime et récompensant sciemment les coupables », lance-t-il par exemple à Baroin, tandis qu'il invite Pécresse à faire pousser « un petit coquelicot parmi les épineux. Par ce geste délicat de simple humanité et justice, vous fleurirez ma chute sur l'allée des cent maléfices ». Le 16 mai 2012, c'est pour... Jérôme Cahuzac, nommé au Budget, qu'il prend la plume, lui rappelant la promesse d'une « République exemplaire » après « dix années de saccage » du service public. Puis, pendant la campagne législative, il interpelle le député de Lot-et-Garonne lors d'une réunion publique et finit par lui arracher un rendez-vous le 26 octobre à la mairie de Villeneuve-sur-Lot. « Il m'a dit que j'avais raison de me battre pour être réintégré dans mes droits, que je gagnerais devant la justice mais qu'il ne pouvait rien faire pour moi. » L'entretien a été « courtois, presque chaleureux ». « Etant donné ce que j'avais écrit sur lui en 2008, j'avais peur qu'il ne me boxe mais je me suis rendu compte qu'il n'était au courant de rien. » Apparemment, personne n'avait transmis au nouveau ministre le mémoire accusateur qui devait contribuer à sa perte. M.-F. E.



Rémy Garnier, ex-agent du fisc d'Agen. Un des premiers à avoir propagé la rumeur du compte en Suisse de Jérôme Cahuzac.



Quand Cahuzac dînait avec Le Pen

Je m'honore d'avoir permis à Jean-Marie Le Pen et Jérôme Cahuzac de se rencontrer chez moi. Ce fut un dîner d'une haute teneur intellectuelle... L'avocat Jean-Pierre Emié se souvient parfaitement de la « brillante » joute oratoire qui opposa ses deux convives « sur l'histoire de la IV^e République ». C'était « il y a quinze ans ». Cahuzac venait d'entrer à l'Assemblée nationale, Emié – qui fit ses premières armes au GUD, le syndicat étudiant des « fachos », où il hérita du surnom de « Johnny le boxeur » – était élu Front national au conseil régional d'Ile-de-France, un mandat qu'il conservera jusqu'en 2004. L'avocat et le chirurgien s'étaient rencontrés « à la fin des années 1970 » grâce à leurs épouses respectives, toutes deux

depuis le début, toutes les facettes du ministre déchu. Qui ouvre, en 1992, le désormais fameux compte suisse? L'associé de Jean-Pierre Emié, Philippe Péningue. Un ancien du GUD encore, et un fondu de sport qui, lors de vacances communes ou de « virées entre garçons », dispute parties de golf ou séances de natation avec le futur ministre. Depuis, Péningue a abandonné le barreau et s'est lancé dans les affaires, le plus souvent au cœur de la nébuleuse frontiste. Il s'est occupé de restructurer les dettes du FN, puis est devenu l'un des conseillers de... Marine Le Pen. « Jérôme est un type droit », ose-t-il pourtant encore aujourd'hui. « Qui peut se targuer d'avoir les cuisses propres en politique? » renchérit Emié. Quand tant de proches se détournent de l'« indigne » fraudeur, les vieux copains venus de l'extrême droite, au moins, restent fidèles.

Reste à savoir ce qui lie ces hommes entre eux, hormis les hasards de la vie et le culte d'une certaine virilité. Selon « le Monde », Cahuzac et sa petite bande auraient investi dans des mines d'argent au Pérou via une SCI (La Rumine), créée en 1991 par un autre « gudard », Lionel Queudot. « Et pourquoi pas dans les mines d'or du roi Salomon? » s'esclaffe Emié. Péningue, lui, admet être le gérant de cette société civile immobilière qui, à l'entendre, ne détient qu'un seul et unique bien: « Une maison à Garches revendue en 2006 à un investisseur extrême oriental de Hongkong. » Quant à l'ancien propriétaire de la SCI, Lionel Queudot, il aurait « disparu depuis des années ». Son pedigree, pourtant, ne laisse pas d'intriguer. Impliqué en 1998 dans la délivrance d'un « vrai faux passeport » à Alfred Sirven, l'ex-numéro deux d'Elf alors en cavale, il a aussi été le titulaire d'une fiduciaire genevoise, Finego SA, qui a fait faillite... On revient toujours à la Suisse... où Jean-Marie Le Pen, si l'on en croit d'anciennes accusations de son ex-épouse Pierrette, aurait lui aussi détenu un compte. A l'UBS. M.-F. E.

(1) Voir « le Système Le Pen », de Caroline Monnot et Abel Mestre, Editions Denoël.

le détenteur de la « cassette », a pourtant reconnu l'avoir fait écouter dès l'année 2000 à un gendarme de Villeneuve-sur-Lot et à un huissier. Fin 2006, il en a aussi remis une copie au juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, connu pour ses étroites relations avec la DST, lequel dit l'avoir aussitôt détruite. « Je sais de bonne source, claironne aussi depuis quelques jours Michel Gonelle, que ce compte a fait l'objet d'un signalement de la part d'un officier de la douane judiciaire, vraisemblablement en 2008. Signalement qui a ensuite été transmis aux services de renseignement. » Interrogé par « Sud-Ouest », ledit fonctionnaire, qui serait aujourd'hui l' élu d'une commune du Val-d'Oise, a refusé de confirmer l'information. Contrairement à Rémy Garnier, ex-inspecteur du fisc en croisade depuis des années contre l'« incurie » de son administration, qui répète pour la énième fois avoir tenté de prévenir Eric Woerth quand il était à Bercy (voir encadré).

C'est sur ce terrain d'incertitudes que naît un lourd soupçon d'omerta. Qui à gauche ou à droite, dans l'appareil d'Etat ou les services de police, savait? La mansuétude de l'opposition, avant les aveux fracassants du fascinant Janus, alimente un peu plus un scénario fait de connivences et de services rendus. L'année dernière, l'expert commis par Jérôme Cahuzac a dédouané Eric Woerth dans l'affaire de l'hippodrome de Compiègne. Entre 2008 et 2009, le même Woerth a eu entre les mains les listes de milliers de Français évadés fiscaux, listes qui, selon les Suisses, auraient été « modifiées » par les autorités françaises...

De la maison où il a trouvé refuge, Jérôme Cahuzac désormais conseillé par Anne Hommel, ex-d'Euro RSCG, qui suivait DSK comme son ombre au moment de sa chute, laisse dire. Il a fait rapatrier jusqu'à lui son chien Bucky. « Le seul ami qu'il n'a pas trahi », grince un proche, toujours plongé dans un abîme de stupéfaction. Le fraudeur donnera-t-il un jour la clé de son imposture? Lui seul peut-être sait vraiment ce que l'affaire révèle des pratiques du pouvoir et du comportement de ses élites. MARIE-FRANCE ETCHEGOIN

Jean-Pierre Emié, à l'extrême droite, lors du meeting des 25 ans du GUD, le 3 mai 1993 au Palais de la Mutualité à Paris



cousines. Par la suite, le lepéniste (dont le frère Bernard, haut diplomate, chiraquien, est aujourd'hui ambassadeur plénipotentiaire à Londres) et le socialiste ne cesseront jamais de se fréquenter. L'été dernier encore, ils ont grimpé le mont Ventoux à vélo. « On a tout fait ensemble, dévoile l'avocat. Cyclisme, plongée sous-marine, boxe, marathon de New York en 1997, ski de fond, ski alpin... » Emié a été derrière toutes les performances sportives qui ont contribué à forger la légende du « ministre à la poigne de fer », et même au cœur des liens que Jérôme Cahuzac a noués avec le boxeur Christophe Tiozzo: l'agent du champion était lui aussi un ex-militant du GUD (1).

Le cousin par alliance est sans doute l'un des rares à connaître,



PAROLES DE COLÈRE

“Le caniveau ? Vous y êtes aussi !”

Les élus de la majorité sont rentrés effondrés de leurs fiefs. Ce qui les inquiète le plus, c'est quand les gens se taisent devant eux



Ne demandez pas à un parlementaire de la majorité comment il va. Surtout s'il rentre d'un week-end dans sa circonscription. La réponse est toujours la même. Un rictus, suivi d'un silence gêné. « Vous avez le mot pour rire, vous ! lâche le député Jean-Jacques Urvoas. Je vais comme un socialiste ! » A Quimper, dans le Finistère, le premier retour sur ses terres du président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale depuis l'aveu de Jérôme Cahuzac n'a pas été rose. « Le ressenti de la population n'est pas celui auquel je m'attendais. C'est pire ! Les plus déçus ne vous parlent pas, ils vous serrent la main comme s'ils vous prenaient le pouls. Les plus méchants vous montrent le caniveau, en vous disant : “Vous y êtes aussi !” » Quand ce n'est pas de la défiance, la suspicion est à son zénith. Urvoas reprend son souffle :

Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale

« Les gens me disent : “Comme ça, vous le découvrez ? Vous déconnez ou quoi ? Bien sûr que Valls, avec sa police, il savait. Hollande aussi, sinon ça sert à quoi d'être président ?” »

Son collègue Jean-Claude Gouget acquiesce : « C'est dur... La population se pose sérieusement des questions sur le monde politique. » Le désarroi du député de Lot-et-Garonne est d'autant plus grand qu'il est concerné au premier chef. Le suppléant de Cahuzac, celui qui siégeait dans l'Hémicycle quand le ministre du Budget s'enfermait dans son mensonge, c'est lui ! « Les gens tombent des nues parce qu'ici on avait une confiance quasiment illimitée en l'homme. Aujourd'hui, on me lance : “On ne peut plus faire confiance à personne... Ne me dis pas que tu n'étais pas au courant de quelque chose !” » A 70 ans, l'ancien agriculteur a décidé de tout plaquer. Même si Cahuzac ne

commet pas la « grave erreur » de retourner à l'Assemblée nationale, même s'il y a une nouvelle élection, il ne se présentera pas à sa propre succession. « Je ne me vois pas repartir avec cette ambiance délétère. Il m'a dit tous ses regrets, mais j'ai du mal à les accepter. Les gens non plus ne veulent plus en entendre parler. »

Et pourtant, ils parlent. A mots comptés pour les uns. « J'ai rencontré des gens en état de sidération, raconte François de Rugy. Ils me font d'abord une simple allusion, comme s'ils n'osaient pas m'en parler ouvertement. » D'autres sont plus prolixes... et plus agressifs. L'étiquette écologiste n'est alors d'aucun secours pour le député de Loire-Atlantique. « Ceux qui sont dans le “Tous pourris” sont confortés dans leur point de vue. Ils ne distinguent pas les écologistes des socialistes, voire du reste des politiques. » Dans un bus, quelqu'un lui a dit : « Je n'ai plus confiance en personne. On avait l'espoir que ça change avec François Hollande. Même pas... La prochaine fois, je voterai FN. » Rugy commente, désabusé : « Il entend simplement voter protestataire. » A 400 kilomètres plus au nord, dans l'Oise, la sénatrice socialiste Laurence Rossignol ne dit pas autre chose : « On leur dit que les élus du FN sont peut-être aussi pourris, et ils répondent : “Ouais, mais c'est le vote qui emmerde le plus l'establishment !” »

Pour vivre heureux, vivons cachés ! « Ce n'est peut-être pas significatif, mais dans ma campagne du Gers les gens me plaignent plus qu'autre chose, pourrait se réjouir en une autre occasion Philippe Martin, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Au fond, ils sont dépités, mais ils me connaissent, ils font la différence. » Même son au clocher de Tulle, en Corrèze. Samedi, une heure et demie durant, la députée socialiste Sophie Dessus a déambulé dans les rues du chef-lieu au côté de son prédécesseur... François Hollande. « Les gens ne lui parlaient pas de Cahuzac, ou alors seulement par des mots d'encouragement : “Tenez bon ! Ne lâchez pas ! On est avec vous !” Il n'a reçu que de la chaleur, excepté d'un groupe d'une soixantaine de personnes qui manifestait contre le mariage gay. » Il y a toutefois plus qu'une rime ●●●

Vous voulez vous développer à l'international ?

¥€\$ You can!*

DROIT-FISCALITE-DOUANE

Droit et réglementations, taux d'imposition, taux de transfert, TVA, incoterms...

PAYS-MARCHES

Actualités, risques politiques, fiches pratiques, veille, salons, appels d'offres, guide business, réglementations, secteurs porteurs...

AIDES AUX ENTREPRISES

Aides européennes, équipe de France de l'Export, dispositifs régionaux...

ENTREPRISES SECTEURS

Best practices, success stories, cas pratiques...

FINANCE ASSURANCE

Change, assurance prospection, paiement, recouvrement...

TRANSPORT LOGISTIQUE

Expédition, fret, messagerie, coût, choix modal...

CARRIÈRE

Expatriation, V.I.E, impatriation, formations, mobilité...

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international lemoci.com
votre GPS business

Le média des entreprises à l'international

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL

*Oui, vous pouvez !
© Lambros Kazan-Fotolia.com